



GUIDE GRATUIT 2026

# Créer son entreprise en France en 2026

Statuts juridiques · Fiscalité · Aides · Erreurs à éviter

Geoffrey Lorando

Expert-Comptable — Bright Conseil

**4 859**

mots

**10**

chapitres

**2026**

mis à jour

*Rédigé par Geoffrey Lorando, Expert-Comptable chez Bright Conseil*

## EN BREF — Ce qu'il faut retenir

- **Guichet Unique** : Toutes les formalités de création s'effectuent en ligne via le Guichet Unique (INPI).
- **IS 2026** : Taux réduit de 15 % jusqu'à 100 000 € de bénéfices pour les PME. Taux normal : 25 %.
- **Flat Tax** : Réévaluée à 31,4 % au 1er janvier 2026 — impact sur les stratégies de rémunération.
- **ACRE** : Exonération partielle des charges sociales lors de la première année d'activité.
- **Facture électronique** : Les nouvelles entreprises doivent se préparer à l'obligation dès septembre 2026.

La création d'une entreprise est une aventure exaltante, mais elle est pavée de décisions juridiques, fiscales et sociales complexes. En 2026, le paysage entrepreneurial français a connu plusieurs évolutions majeures : réforme de la fiscalité du capital, digitalisation accélérée avec la facture électronique, et ajustements des aides à la création.

En tant qu'expert-comptable, je constate quotidiennement que le choix du statut juridique ou du régime fiscal initial détermine en grande partie la rentabilité future du projet et la protection du patrimoine du dirigeant. Ce guide encyclopédique a été conçu par les équipes de **Bright Conseil** pour vous fournir une feuille de route exhaustive, claire et actualisée.

Auteur : Geoffrey Lorando, Expert-Comptable chez Bright Conseil | Mars 2026 | Temps de lecture : 20 min

## 1. De l'idée au Business Plan : Valider la viabilité de son projet

Avant de rédiger des statuts ou de choisir un régime fiscal, la première étape consiste à transformer votre idée en un projet chiffré et viable. Le Business Plan n'est pas qu'un document administratif destiné au banquier ; c'est le premier outil de pilotage du futur dirigeant.

### 1.1 L'étude de marché et la stratégie commerciale

Il est impératif de valider l'existence d'une demande pour votre produit ou service. L'étude de marché doit répondre à trois questions fondamentales :

- Qui sont vos clients cibles (B2B, B2C) et quel est leur budget ?
- Qui sont vos concurrents directs et indirects ?
- Quelle est votre proposition de valeur unique (prix, qualité, innovation) ?

### 1.2 Les prévisions financières (Le prévisionnel)

Le cœur du Business Plan repose sur la traduction financière de votre stratégie. Chez Bright Conseil, nous construisons avec nos clients un prévisionnel sur 3 ans comprenant :

- **Le compte de résultat prévisionnel** : Il détaille le chiffre d'affaires attendu et l'ensemble des charges. Il permet de déterminer le seuil de rentabilité.
- **Le plan de financement initial** : Il met en face les besoins de départ et les ressources financières (apport personnel, prêt bancaire, aides).
- **Le plan de trésorerie mensuel** : C'est le nerf de la guerre. Il anticipe les encaissements et décaissements mois par mois.

■ **L'Insight de l'Expert (Geoffrey Lorando)** : "L'erreur la plus fréquente chez les primo-créateurs est la sous-estimation du Besoin en Fonds de Roulement (BFR). Beaucoup oublient qu'il y a souvent un décalage de 30 à 60 jours entre le paiement des fournisseurs et l'encaissement des clients. Prévoyez toujours une trésorerie de sécurité équivalente à 3 mois de charges fixes."

## 2. Le choix du statut juridique : Le grand comparatif 2026

Le choix de la forme juridique est la décision la plus structurante de votre création. Elle impacte votre responsabilité financière, votre régime social (TNS ou assimilé salarié), et le mode d'imposition de vos bénéfices. En 2026, quatre grandes familles de statuts se distinguent.

### 2.1 La Micro-entreprise (ex Auto-entrepreneur)

Régime ultra-simplifié, idéal pour lancer une activité secondaire ou tester un projet. **Avantages** : Création gratuite, comptabilité allégée, cotisations proportionnelles au CA. **Inconvénients** : Impossibilité de déduire les charges réelles, plafonds de CA (77 700 € services / 188 700 € ventes en 2026).

### 2.2 L'Entreprise Individuelle (EI)

Depuis la réforme de 2022, le patrimoine personnel est protégé par défaut. **Avantages** : Pas de statuts, pas de capital social, protection du patrimoine. **Inconvénients** : Entité fiscale unique avec l'entrepreneur, développement limité.

### 2.3 La SARL / EURL

Statut historique et sécurisant, très prisé des artisans et commerçants. **Avantages** : Responsabilité limitée aux apports, gérant TNS (charges optimisées). **Inconvénients** : Formalisme de création lourd, flexibilité réduite pour les investisseurs.

### 2.4 La SAS / SASU

Statut star des startups et consultants. **Avantages** : Liberté statutaire totale, président assimilé salarié (protection sociale maximale), facilité pour les dividendes. **Inconvénients** : Charges sociales très élevées sur la rémunération (~80 % du net).

Tableau récapitulatif des statuts juridiques en 2026

Critère	Micro-entreprise	EURL / SARL	SASU / SAS
Capital social	Aucun	1 € minimum	1 € minimum
Responsabilité	Limitée aux biens pro	Limitée aux apports	Limitée aux apports
Régime social dirigeant	TNS (Micro-social)	TNS (gérant majoritaire)	Assimilé salarié
Coût des cotisations	12,3 % à 21,2 % du CA	-45 % de la rémunération	-80 % de la rémunération
Fiscalité par défaut	IR	IS	IS
Déduction des charges	Non (abattement forfait.)	Oui (au réel)	Oui (au réel)
Dividendes	Impossible	Oui (taxés si >10% capital)	Oui (Flat Tax 31,4 %)

## 3. La fiscalité de l'entreprise : IS vs IR en 2026

Une fois le statut juridique choisi, il faut déterminer comment les bénéfices seront taxés. Le choix se résume souvent à une opposition entre l'Impôt sur le Revenu (IR) et l'Impôt sur les Sociétés (IS).

### 3.1 L'Impôt sur le Revenu (IR)

À l'IR, les bénéfices réalisés sont directement intégrés dans la déclaration personnelle du dirigeant. C'est le régime par défaut pour la micro-entreprise et l'EI. **Le risque** : si l'entreprise génère beaucoup de bénéfices, le dirigeant peut rapidement basculer dans des tranches à 30 %, 41 % voire 45 %, même s'il n'a pas utilisé cet argent personnellement.

### 3.2 L'Impôt sur les Sociétés (IS)

À l'IS, l'entreprise et le dirigeant sont deux entités fiscales distinctes. L'entreprise paie un impôt sur ses bénéfices nets. Le dirigeant n'est imposé que sur ce qu'il se verse.

#### Les taux de l'IS en 2026 (Loi de Finances 2026) :

- **Taux réduit de 15 %** : S'applique sur les 100 000 premiers euros de bénéfices (seuil rehaussé pour soutenir les TPE/PME).
- **Taux normal de 25 %** : S'applique sur la fraction des bénéfices supérieure à 100 000 €.

■ **L'Insight de l'Expert** : "L'IS est un formidable outil de capitalisation. Si vous n'avez pas besoin de l'intégralité des bénéfices pour vivre, vous laissez la trésorerie dans la société. Elle n'est taxée qu'à 15 %, et vous pouvez utiliser ces fonds pour investir, embaucher, ou vous constituer un matelas de sécurité." — Geoffrey Lorando

## 4. Le statut social du dirigeant : TNS ou Assimilé Salarié ?

Critère	TNS (EURL/SARL)	Assimilé Salarié (SASU/SAS)
Cotisations sur rémunération	~45 % du net	~80 % du net
Pour 1 000 € net	Coût total : 1 450 €	Coût total : 1 800 €
Couverture retraite	Correcte (compléter avec Madelin)	Optimale (régime général)
Couverture maladie	Identique aux salariés	Identique aux salariés
Assurance chômage	Non	Non
Bulletin de paie	Non	Oui

**L'arbitrage Rémunération vs Dividendes en 2026** : La Flat Tax est passée de 30 % à **31,4 %**. De plus, le "tout dividende" signifie aucune cotisation à la retraite. Chez Bright Conseil, nous recommandons une stratégie mixte : un salaire minimum pour valider 4 trimestres de retraite (~700 €/mois), complété par des dividendes en fin d'exercice.

## 5. Les aides à la création d'entreprise en 2026

L'État français propose de nombreux dispositifs pour sécuriser le lancement des nouvelles entreprises. Il est impératif de les activer **avant** l'immatriculation de la société.

Aide	Montant / Avantage	Conditions	À activer
ACRE	Exonération partielle charges sociales (1ère année)	Demandeurs d'emploi, jeunes <26 ans, RSA...	Avant / à l'immatriculation
ARE (maintien)	Indemnités chômage maintenues	Ne pas se verser de salaire dans la société	Dès la création
ARCE	60 % du reliquat de droits en capital (2 versements)	Incompatible avec ARE	À la création + 6 mois
Prêt d'honneur	Prêt à taux 0 sans garantie (Initiative France, Réseau Entreprendre)	Projet validé par le réseau	Avant le prêt bancaire
Bpifrance	Prêt Création, Prêt Action Climat, garanties bancaires	Selon le projet et le secteur	Dossier à monter

## 6. Les formalités d'immatriculation en 2026

Depuis le 1er janvier 2023, la création d'entreprise a été centralisée sur le Guichet Unique de l'INPI. Fini les dossiers papier envoyés au Greffe du Tribunal de Commerce.

Étape	Action	Coût estimé	Délai
1	Rédaction des statuts (acte juridique fondateur)	500 – 1 500 € HT (expert-comptable)	3 – 7 jours
2	Dépôt du capital social en banque	Gratuit (selon banque)	1 – 3 jours
3	Publication de l'annonce légale (JAL)	150 – 200 € forfait 2026	24 – 48 h
4	Dépôt du dossier sur le Guichet Unique (INPI)	Gratuit	24 – 72 h
5	Réception du Kbis et du numéro SIRET	Inclus	2 – 5 jours ouvrés

## 7. Les 7 erreurs fatales à éviter lors de la création

### Erreur n°1 : Négliger la rédaction du pacte d'associés

Si vous créez à plusieurs, les statuts ne suffisent pas. Le pacte d'associés régit les relations entre fondateurs en cas de conflit, de divorce ou de revente. Il doit contenir une clause de bad leaver, une clause de préemption et une clause de buy or sell.

### Erreur n°2 : Sous-estimer l'importance de la marque

Vérifiez la disponibilité de votre nom sur la base INPI avant d'immatriculer. Déposez votre marque (logo + nom) dans les classes correspondant à votre activité (~190 € pour une classe en France).

### Erreur n°3 : Mélanger les comptes bancaires personnels et professionnels

Séparez les flux financiers dès le premier jour. En cas de contrôle fiscal, l'inspecteur aura accès à l'intégralité de vos dépenses personnelles si les comptes sont mélangés.

### Erreur n°4 : Oublier de s'assurer correctement

La RC Pro (Responsabilité Civile Professionnelle) est obligatoire pour les professions réglementées et fortement recommandée pour toutes les autres.

### Erreur n°5 : Se tromper sur le montant du capital social

Un capital de 1 € indique à vos fournisseurs et banquiers que vous ne croyez pas en votre projet. Prévoyez un capital cohérent (1 000 € à 5 000 € minimum) pour rassurer vos partenaires.

### Erreur n°6 : Mal calibrer ses prix de vente

Votre prix doit couvrir les charges variables, une quote-part des charges fixes, votre rémunération (charges sociales incluses) et dégager une marge bénéficiaire. Il est toujours plus facile de baisser un prix que de l'augmenter.

### Erreur n°7 : Vouloir tout faire soi-même

Identifiez votre zone de génie et déléguez le reste. Confier votre comptabilité à Bright Conseil n'est pas une charge, c'est un investissement qui vous libère des dizaines d'heures par mois.

## 8. La gestion comptable et financière au quotidien

Indicateur KPI	Ce qu'il mesure	Fréquence de suivi
CA facturé vs encaissé	Croissance et risque d'impayés	Mensuelle
Marge Brute	Rentabilité des ventes après achats	Mensuelle
Seuil de Rentabilité	Niveau de CA pour couvrir toutes les charges	Mensuelle
Solde de Trésorerie Nette	Argent réellement disponible en banque	Hebdomadaire

**La règle d'or :** À chaque dépense professionnelle correspond une facture au nom de la société. Un simple ticket de carte bancaire n'a aucune valeur fiscale pour récupérer la TVA. Chez Bright Conseil, nous mettons à disposition de nos clients une application mobile pour numériser vos justificatifs en temps réel.

## 9. Foire Aux Questions — Création d'Entreprise

### Q : Quel est le meilleur statut juridique pour un consultant freelance en 2026 ?

La SASU est souvent privilégiée si vous bénéficiez du maintien de vos allocations chômage (ARE), car elle permet de ne pas se verser de salaire et de percevoir des dividendes. Si vous n'avez pas de chômage, l'EURL est souvent plus rentable grâce au faible coût des cotisations sociales TNS.

### Q : Combien coûte la création d'une société (SAS/SARL) ?

Les frais incompressibles (annonce légale, frais de greffe, registre des bénéficiaires effectifs) s'élèvent à environ 250 €. Les honoraires d'accompagnement (expert-comptable ou avocat) pour la rédaction des statuts varient entre 500 € et 1 500 € HT.

### Q : Puis-je créer mon entreprise tout en étant salarié ?

Oui, à condition de respecter votre clause de loyauté envers votre employeur (ne pas le concurrencer) et de vérifier l'absence de clause d'exclusivité dans votre contrat de travail.

### Q : Quelle est la différence entre le chiffre d'affaires et le bénéfice ?

Le CA représente la totalité des sommes facturées à vos clients. Le bénéfice est ce qu'il reste après déduction de toutes vos charges professionnelles. C'est sur le bénéfice que se calcule l'IS.

### Q : Pourquoi faire appel à un expert-comptable pour créer sa boîte ?

Un expert-comptable comme Bright Conseil ne se contente pas de remplir des formulaires : il valide votre Business Plan, optimise le choix de votre statut pour vous faire économiser des milliers d'euros d'impôts et de charges sur le long terme, et sécurise la rédaction de vos statuts.

## 10. Les tendances de la création d'entreprise en 2026

### L'impact de l'Intelligence Artificielle

L'IA est devenu un levier de productivité massif pour les créateurs d'entreprise. De la rédaction de fiches produits à l'analyse de données de marché, les entrepreneurs qui intègrent l'IA dès la conception de leur projet gagnent un temps précieux et réduisent leurs coûts de structure initiaux.

### La RSE au cœur des modèles

Les banques, les investisseurs et les clients exigent désormais des engagements clairs. Intégrer une démarche RSE dès la création est devenu un avantage concurrentiel décisif et une condition d'accès à certains financements publics (Prêt Action Climat de Bpifrance).

## Le boom du freelancing et du Solopreneuriat

La quête de sens et de liberté continue de pousser des milliers de cadres à quitter le salariat. Le modèle de la SASU couplée à une stratégie d'externalisation poussée permet aujourd'hui de générer des chiffres d'affaires très importants sans avoir à recruter le moindre salarié.

---

Créer son entreprise est un marathon, pas un sprint. La préparation minutieuse de votre projet, le choix éclairé de votre statut juridique et la mise en place d'outils de gestion performants dès le premier jour sont les garants de votre réussite. L'équipe de Bright Conseil est à votre disposition pour transformer votre vision en une entreprise structurée, rentable et pérenne.

Prendre rendez-vous avec un expert en création : [bright-conseil.fr/contact](https://bright-conseil.fr/contact)

Ce guide a été rédigé à des fins d'information générale. La législation fiscale et sociale étant en constante évolution, il est indispensable de consulter un professionnel pour une étude personnalisée de votre situation.